

politique et accuser des politiques d'avoir une incidence sur les cours mondiaux d'une denrée produite par une province.

Le quatrième point auquel il fait allusion concerne la situation du secteur agricole. J'ai un livret de permis et personne à la Chambre n'a besoin de me dire avec quelles graves difficultés les agriculteurs de la Saskatchewan sont actuellement aux prises. Leur problème est terrible, mais jusqu'ici, je n'ai entendu personne proposer une solution. J'accueillerais avec beaucoup d'enthousiasme toute proposition permettant de résoudre ce problème. Nous pourrions peut-être ériger un mur de brique autour du Canada et manger notre propre blé, ce qui, du moins, n'en ferait pas un problème à l'échelle internationale.

En effet, l'Université de Regina m'inspire de très vives préoccupations. Mais, comme je l'ai dit plus tôt, 80 p. 100 des paiements de transfert à l'Ontario ont été versés aux programmes de santé et d'enseignement et 20 p. 100 aux recettes générales. On ne peut pas contrôler les paiements de transfert dont bénéficie la Saskatchewan, et qui seront réduits de 33 millions de dollars. N'effrayons personne avec ces 100 millions de dollars. Il en coûtera 33 millions à la Saskatchewan et, comme nous devons nous serrer la ceinture, à mon avis, la province pourra le faire elle aussi.

Je supplie le député de Regina—Qu'Appelle de nous donner un peu de pluie, au lieu de continuer à nous donner du vent; l'agriculture en a plus besoin que de belles paroles.

Le président suppléant (M. Paproski): Les questions et les observations sont maintenant terminées.

Mme Joy Langan (Mission—Coquitlam): Monsieur le Président, je suis ravie de pouvoir intervenir dans le débat sur ce que je considère maintenant, après la période des questions d'aujourd'hui, comme un budget fantôme.

Comme nous l'avons entendu pendant la période des questions, il n'y a aucune réduction des dépenses dans le budget. Les députés d'en face pourraient peut-être nous dire si nous ne sommes pas en train d'étudier des documents différents. Ne nous a-t-on pas donné la même information dont le gouvernement se sert, ou ne se livre-t-on pas en fait à des tours d'illusionniste en parlant du budget?

Le budget

M. de Jong: George Orwell est vivant et se porte bien dans les rangs conservateurs.

Mme Langan: Mon collègue de ce côté-ci de la Chambre vient de laisser entendre que George Orwell n'aurait pas pu faire mieux que le genre de performance à laquelle les Canadiens ont assisté au cours de la période des questions d'aujourd'hui.

Le budget à l'étude force les Canadiens à faire un autre pas sur la corde raide que les conservateurs ont tendue d'un océan à l'autre pour les Canadiens. Nous avons eu l'Accord de libre-échange, la récupération des pensions de vieillesse et des allocations familiales, les réductions du régime d'assurance-chômage, la privatisation d'Air Canada et de VIA Rail et maintenant de Petro-Canada et de Telesat, et la taxe sur les produits et services.

Toutes ces mesures sont venues s'empiler par-dessus tout ça. Quand je dis «tout ça», je veux parler des problèmes que nous évoquions au cours de la période des questions aujourd'hui.

Voici donc un prétendu budget où le ministre des Finances tente d'achever le traitement qu'il a commencé à infliger aux Canadiens il y a six ans. Je voudrais faire une observation au député de Regina—Wascana; la Saskatchewan a été accusée de violer les lignes directrices relatives au Régime d'assistance publique du Canada obligeant à subvenir aux besoins des nécessiteux, mais le député de Regina—Wascana ne l'a pas reconnu dans sa réponse.

• (1540)

La Saskatchewan a l'un des taux de prestations d'aide sociale les plus bas et l'un des taux de mortalité infantile les plus élevés au Canada. J'espère donc que le député de Regina—Wascana réfléchira à ces statistiques épouvantables la prochaine fois qu'il interviendra à la Chambre pour expliquer comment le budget est censé aider les gens de la Saskatchewan.

Étant donné que je m'intéresse particulièrement à la politique sociale, je voudrais parler de cet aspect du budget.

Un total de 51 millions de dollars sur deux ans ont été retranchés des fonds affectés aux logements sociaux et ce, à un moment où les habitants de toutes les grandes villes, des municipalités suburbaines et de nombreuses collectivités rurales du Canada ne peuvent trouver de logements abordables. On a pourtant réduit de 51 millions les dépenses engagées pour les logements sociaux.